

## REVUES ET DIVERS

Alain PEYREFITTE, *La société de confiance*, Paris, Odile Jacob, 1995, 558 p.

Comment comprendre les facteurs du développement, des mécanismes de la prospérité économique ? C'est à cette question centrale qu'Alain Peyrefitte, après tant d'autres, s'attèle ici. Son hypothèse principale repose sur la conviction que les explications matérielles (capital, travail, matières premières, climat) ne constituent que des facteurs seconds par rapport aux mentalités. Ce sont ces dernières qui jouent le rôle essentiel dans le développement, la prospérité des nations. D'où, on le devine, le rôle central du religieux, et du protestantisme en particulier, traité de front par l'auteur.

En 558 pages, le lecteur est conduit dans un brillant survol de l'histoire occidentale du Moyen Âge à nos jours, appuyée sur une érudition solide, assez fréquemment de première main. L'auteur a consacré un soin tout particulier à la démonstration : à l'en croire, tous ses livres précédents lui ont servi de prélude, d'une manière ou d'une autre. C'est dire l'importance de la réflexion menée ici. Elle s'enracine dans une réflexion menée à partir de 1948, avec le dépôt de deux sujets de thèse (principale et complémentaire : Phénoménologie de la confiance ; Foi religieuse et confiance). Depuis lors, toute la réflexion de l'auteur s'est articulée sur cette question : comment un pays peut-il acquérir la confiance nécessaire à l'essor économique ? Au terme de 46 ans de réflexions, l'auteur a fini par soutenir sa thèse sur le sujet, en Sorbonne, en juillet 1994. *La société de confiance* est directement issue de cet aboutissement. L'ouvrage constitue donc le point d'orgue de l'itinéraire intellectuel de l'auteur, et sans doute son chef d'œuvre.

Dans une ambitieuse première partie (p. 25 à 66), A. P. s'interroge sur le commencement du formidable développement économique qui a fait basculer nos sociétés. Il se demande en particulier pourquoi le démarrage ne s'est pas effectué en Italie, où tant de richesses, tant d'éléments favorables se trouvaient concentrés, mais en Hollande, où personne ne l'attendait, pas même les Hollandais. C'est dans ce pays nouvellement calviniste que tout bascule. Cette évolution/révolution coïncide avec la fracture religieuse du XVI<sup>e</sup> siècle, à laquelle l'auteur consacre des développements très attentifs dans sa seconde partie (p. 67 à 112). Au terme d'une étude comparée, il décrit en quoi le protestantisme, qui livre l'homme, sans défense, à la grâce souveraine de Dieu, fut à la source d'un nouveau rapport à l'activité de l'homme dans le monde, dans la mesure où l'éthique calviniste n'est pas « anti-mondaine » mais « trans-mondaine » (p. 94), rompant avec les comportements fatalistes et trop soumis aux hiérarchies. Étudiant la « distorsion entre Calvin et les canonistes, entre Réforme et Contre-Réforme, entre modernité et archaïsme (p. 97), il explique cet apparent paradoxe d'une religion du salut par la foi seule qui produit des effets socio-économiques beaucoup plus féconds que

le catholicisme, typifié comme religion du salut par les œuvres. Un catholicisme qui n'hésita pas à affirmer, dans le *Catéchisme du Concile de Trente*, qu'il « n'y a pas de différence » entre « prêter avec usure » et « tuer un homme » (p. 98).

Au terme de la seconde partie, les éléments essentiels de la démonstration d'Alain Peyrefitte sont en place. Dans la troisième partie (p. 112-199), il analyse ensuite les premières étapes de la « divergence du développement », soulignant le poids des facteurs psychologiques de la confiance, de la liberté et de la responsabilité personnelle. Il effectue un parallèle audacieux entre Contre-Réforme et « contre-développement », en raison de mécanismes inhibiteurs liés en particulier au caractère fortement hiérarchique du catholicisme post-tridentin et au refus obstiné du prêt à intérêt. Au cours de la IV<sup>e</sup> partie (p. 201-267), l'auteur passe en revue quelques regards de contemporains, à l'époque moderne, rendant compte de l'écart constaté entre pays protestants – économiquement dynamiques, en mutation – et pays catholiques – figés dans un conservatisme économique, social et politique –. Ce constat effectué par les contemporains fut théorisé par des auteurs qu'Alain Peyrefitte commente soigneusement dans sa cinquième partie (p. 271-318), passant ensuite (VI<sup>e</sup> partie, p. 319 à 425), à l'étude du « penseur collectif » que constitue le Saint Siège, au travers de ses encycliques : après « plus de sept siècles de malentendu », l'auteur se réjouit de constater que le Pape, dans *Centesimus Annus* (1991), esquisse pour la première fois « une définition de l'« *ethos de confiance* » (p. 346), se rapprochant du « credo » d'un entrepreneur calviniste » (sic !). Dans une septième partie conclusive, l'auteur plaide pour une approche éthologique de l'histoire économique, faisant intervenir dans l'analyse les données culturelles et religieuses. Enfin, dans d'abondantes annexes, Alain Peyrefitte rappelle la persistance de la divergence. À l'aide de statistiques impressionnantes, il montre que l'écart entre pays catholiques et protestants se traduit toujours par une supériorité protestante de fait, notamment en terme de revenu, de scolarisation, de lutte contre la corruption ou d'émancipation de la femme. Cette « surprenante rémanence, qui gêne tant notre modernité qu'on préfère généralement l'occulter » (p. 23) conserve selon lui une pertinence aveuglante.

On ne peut que conseiller la lecture de cet ouvrage dense, construit dans une langue limpide, et sur la base d'une documentation aussi abondante que bien choisie. Hormis quelques regrets de détail (Luther survolé trop rapidement, Troeltsch, seulement mentionné en passant), le dossier est remarquablement traité. Cette ample synthèse, qu'un auteur protestant n'aurait peut-être pas osé écrire (sous peine de paraître vouloir plaider pour sa paroisse !), permet à un large lectorat une magistrale réévaluation, sous un nouveau jour (plus historien, plus global), de la thèse wébérienne classique des affinités électives entre protestantisme et prospérité économique et sociale.

Sébastien FATH.